

PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et
interdépartementale de l'environnement
et de l'énergie d'Ile-de-France

Unité territoriale de Seine-et-Marne

Reference : E112-322

Melun, le

16 FEV. 2012

OBJET : Demande d'autorisation d'exploiter
une extension d'un bâtiment existant afin
d'augmenter les capacités de production.

Rapport au CODERST

SIEGE SOCIAL :

BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET
BP 21 - RN 105
Route de MONTEREAU
77820 LE-CHÂTELET-EN-BRIE

SITE CONCERNE :

BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET
BP 21 - RN 105
Route de MONTEREAU
77820 LE-CHÂTELET-EN-BRIE

P.J :

- Plan de situation
- Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation
- Les annexes 1 à 6 concernant RSDE

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par bordereau du 8 mai 2011, Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne a transmis à l'inspection des installations classées, le dossier d'enquête publique relatif à la demande d'autorisation d'exploiter une extension d'un bâtiment existant de 4450 m² afin d'augmenter les capacités de production, présentée par la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET, Route de MONTEREAU, 77820 LE-CHÂTELET-EN-BRIE.

Ce rapport examine le caractère acceptable de la demande. Il propose de saisir l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques sur les suites administratives réservées à l'instruction du dossier visé en objet.

1. CARACTERISTIQUE DE LA DEMANDE

1.1. Présentation de la société

La société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET exploite depuis 1992 sur la commune du CHÂTELET-EN-BRIE, une usine du secteur agroalimentaire spécialisée dans la fabrication de produits briochés, feuilletés et fourrés. En 2010, la production représentait 16500 tonnes de pâtisseries.

Les installations de la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n° 02 DAI 21C 379 du 4 décembre 2002.

L'effectif sur le site représente au total 229 personnes réparties comme suit :

- personnel travaillant à la production (164 personnes),
- personnel travaillant dans les bureaux administratifs (65 personnes).

Le site fonctionne environ 310 jours par an, du lundi au samedi. Les personnes affectées à la production travaillent en 3x8 et les horaires de bureaux sont : 8h30-12h30 / 14h00-18h00.

La société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET est constituée en Société par Action Simplifiée (SAS) au capital de 5 400 000 €, et a réalisé un chiffre d'affaire de 41 098 k€ en 2009.

1.2. Présentation du projet d'extension

Le dossier de demande d'autorisation présenté par la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET est relatif à la construction d'une extension d'un bâtiment existant de 4450 m². Actuellement, l'atelier de production comprend 5 lignes en parallèle. Ce projet d'extension abritera 2 nouvelles lignes de fabrication d'une capacité unitaire de 14 tonnes/jour, d'où une augmentation de la capacité de production de 28 t/j.

La superficie totale de la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET est actuellement de 45 858 m². Avec l'extension prévue, la superficie atteindra 51 464 m², répartis comme suit :

| Zone | Situation actuelle | Situation future |
|-------------------------|--------------------|------------------|
| Quai d'expédition | 3 250 m² | 3 250 m² |
| Production | 6 927 m² | 10 700 m² |
| Quai matières premières | 1 429 m² | 1 800 m² |
| Bureaux | 1 054 m² | 1 560 m² |
| Espace vert | 7 500 m² | 8 050 m² |
| Voirie | 25 728 m² | 26 104 m² |
| TOTAL SITE | 45 858 m² | 51 464 m² |

S'agissant de la situation administrative et de la nature des activités exercées par la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET, le projet d'extension modifie principalement les trois rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

| Rubriques | Désignation | Régime | Situation actuelle | Situation future |
|-----------|---|--------------|------------------------------|------------------------------|
| 2220-1 | Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale | Autorisation | 52,05 t/j | 80 t/j |
| 2221-1 | Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale | Autorisation | 7,95 t/j | 15 t/j |
| 2230-1 | Stockage et transformation des produits issus du lait | Autorisation | 215 400 l en équivalent-lait | 380 000 l en équivalent-lait |

1.3. Nouvelle Situation administrative

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L 512-1 du Code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

| Rubrique | A, DC, NC | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Seuil de la nomenclature | Volume autorisé |
|----------|-----------|--|---|---|-----------------|
| 2220-1 | A | Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. | Préparation de viennoiseries par cuisson | La quantité de produits entrant étant : 1. supérieure à 10 t/j | 80 t/j |
| 2221-1 | A | Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie. | Cuisson d'œufs intervenants dans la préparation des viennoiseries | La quantité de produits entrant étant : 1. supérieure à 2 t/j | 15 t/j |

| | | | | | |
|--------|----|---|---|---|------------------------------|
| 2230-1 | A | Réception, stockage, traitement, transformation etc., du ou des produits issus du lait. Equivalences sur les produits entrant dans l'installation : - 1 litre de crème = 8 l équivalent-lait ; - 1 litre de lait écrémé, de sérum, de beurre non concentré = 1 l équivalent-lait ; - 1 litre de lait écrémé, de sérum, de beurre pré-concentré = 6 l équivalent-lait ; - 1 kg de fromage = 10 l équivalent-lait. | Traitement du beurre et de la poudre de lait | La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant : 1. supérieure à 70 000 l par jour | 380 000 l équivalent-lait |
| 1510-3 | DC | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. | Stockage en entrepôts couverts des produits et matières | Le volume des entrepôts étant : 3. supérieur ou égal à 5000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ | 23 000 m ³ |
| 1530-3 | NC | Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés. | Stockage de papiers et cartons d'emballages et de produits finis conditionnés | Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m ³ | 315 m ³ |
| 1136-B | NC | Emploi ou stockage d'ammoniac. | Installation de réfrigération | Quantité susceptible d'être présente dans l'installation : inférieure à 150 kg | 130 kg |
| 1432-2 | NC | Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables. | Stockage de 50 m ³ de Gasoil en réservoir double enveloppe avec détecteur de fuite | Représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ | 2 m ³ |
| 1435 | NC | Station service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou aéronefs. | 300 m ³ de Gasoil (2ème catégorie) soit 60 m ³ équivalent | Le volume annuel pour la catégorie de référence distribué étant inférieur à 100 m ³ | 60 m ³ équivalent |
| 1511 | NC | Entrepôts frigorifique. | | Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 5000 m ³ | 1100 m ³ |
| 1532 | NC | Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés. | Stockage de palettes bois | Le volume stocké étant inférieur à 1000 m ³ | 300 m ³ |
| 2910-A | NC | Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. | 1 chaudière : 720 kW 1 chaudière : 380 kW au gaz naturel | La puissance thermique maximale de l'installation étant inférieure à 2 MW | 1,1 MW |
| 2920 | NC | Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques. | 1 groupe froid : 312 kW 1 groupe froid : 88 kW 1 secours : 105 kW 1 écailleuse : 18,5 kW 1 sécheur air : 1,9 kW | La puissance absorbée étant inférieure à 10 MW | 525,4 kW |
| 2925 | NC | Atelier de charge d'accumulateurs. | Atelier | La puissance maximale de courant continu étant inférieure à 50 kW | 32 kW |

A (autorisation) - DC (déclaration avec contrôle) – D (déclaration) - NC (installations non classées)

1.4. Description de l'environnement du site

L'établissement se situe au sein de la zone Industrielle du CHÂTELET-EN-BRIE, au Sud du centre-bourg. Au titre du PLU, le site est implanté en zone classée Uxb et 1AUX : zones occupées par des constructions à usage d'activités.

Le terrain est bordé :

- au Sud-Ouest et à l'Ouest, par les sociétés HOUSTON, BS INDUSTRIE, REANOT, PROJI SA, APPIA, INTERFLEX, SETTA, MILLET,
- au Nord-Est, par la RD 605,
- à l'Ouest, par la RD 47,
- à l'Est et au Sud, par des terrains agricoles.

Les habitations les plus proches sont situées à environ 500 m au Nord-Ouest du site.

Le site n'est concerné par aucune servitude d'utilité publique.

1.5. Hydrologie

Les captages AEP (Alimentation en Eau Potable) les plus proches du site sont : deux captages et 1 puits situés à 1100 m au Nord-Ouest du site. Le site n'est pas situé dans le périmètre de protection de ces captages.

Un captage à vocation agricole se situe à 1200 m au Nord du site.

Des cours d'eau (rus et ruisseaux) s'écoulent à environ 500 m au Nord (ru des gouffres) et 500 m au Sud (ruisseau des Grands Champs). Ces cours d'eau rejoignent le ru du CHÂTELET, puis la Seine à 4 km au Sud-Ouest du site.

1.6. Contexte hydrogéologique

Les sols sont constitués par la succession des couches suivantes : couche de terre végétale et limons des Plateaux (0 à 3 m), calcaire de Brie (3 à 4 m), argile verte de Romainville (4 à 8,5 m), marnes de Pantin et marnes bleue (8,5 à 20 m), calcaire de Champigny (20 à 47 m).

L'alternance de couches perméables et imperméables détermine plusieurs réservoirs aquifères distincts : oligocène, calcaires éocènes, éocène argilo-sableux. La nappe aquifère contenue dans le second réservoir dite « nappe du calcaire de Champigny » est la plus importante, tant par ses caractéristiques hydrogéologiques que par son extension géographique.

2. PRESENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

2.1. Faune, flore, paysage

Le site n'est pas situé dans une ZNIEFF, une zone NATURA 2000 ou une ZICO.

La faune à proximité du site y est peu importante.

La ZNIEFF de type 2 la plus proche est « la forêt de Barbeau » et « le bois de saint Denis » situés à environ 2 km au Sud du site.

2.2. Eau

La consommation annuelle d'eau potable estimée sera de 18 000 m³. Les eaux utilisées pour le nettoyage des sols et matériels et les eaux du process (pétrins et étuves), constituent l'essentiel des consommations d'eau de l'usine.

Le site est équipé d'un réseau d'assainissement de type séparatif.

Les eaux industrielles sont prétraitées sur le site par une station interne de pré-traitement des effluents avant rejet dans le réseau d'assainissement communal puis la station d'épuration communale du CHÂTELET-EN-BRIE. Une convention spéciale de déversement entre la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET et la communauté de communes de la région du CHÂTELET-EN-BRIE a été signée le 18 novembre 2002. Toutefois, il sera nécessaire de réactualiser cette convention.

Le projet d'extension induira une augmentation des besoins en eaux de l'ordre de 15% environ. Les débits supplémentaires induits par l'extension sont estimés à 3 m³/h. Le débit maximal en entrée de station est actuellement inférieur à 30 m³/j. L'exploitant indique dans son dossier que la station de pré-traitement étant dimensionnée pour 40 m³/j, celle-ci sera capable de traiter les rejets dans la situation future.

Egalement, dans le cadre du projet, les eaux pluviales de ruissellement concerneront une surface d'environ 17300 m² de toitures et 26100 m² de voiries et de parkings. Trois séparateurs d'hydrocarbures traiteront l'ensemble des eaux pluviales avant rejet dans le réseau communal puis dans le ru du CHÂTELET.

Pour l'ensemble des rejets aqueux, un programme de surveillance sera établi.

2.3. Air

L'exploitant indique que les installations sources de rejets atmosphériques sont :

- les deux chaudières au gaz (production d'eau chaude et chauffage des bâtiments),
- les 5 fours de cuisson des produits,
- les groupes froids,
- les véhicules à moteur thermiques (voitures, camions).

Les rejets atmosphériques des installations de combustion sont canalisés par une cheminée d'évacuation d'une hauteur de 9 mètres. Les chaudières et les fours seront entretenus et contrôlés 2 fois par an par organisme agréé.

2.4. Déchets

Les déchets seront essentiellement constitués :

- de déchets de pâte crue et cuite (compactés sur le site et valorisés en alimentation porcine),
- de déchets issus du conditionnement des produits (compactés sur le site et revalorisés),
- de déchets issus du traitement des effluents (boues de station, vidange des égouts et des séparateurs hydrocarbures),
- de déchets issus des activités de maintenance (batteries, solvants, huiles, etc.),
- de déchets de papiers (activités administratives).

Des prestataires spécialisés seront chargés de l'enlèvement et du traitement de l'ensemble des déchets produits sur site.

Le projet d'extension devrait conduire à une augmentation de la quantité de déchets produit de l'ordre de 30%, principalement des sous-produits de fabrication valorisés en alimentation animale.

2.5. Trafic routier

Le trafic, constitué des voitures du personnel et des poids-lourds, est estimé par jour, à 200 véhicules légers (150 actuellement) et 50 camions (43 actuellement).

Le principal axe routier pour accéder au site est la RD 605.

2.6. Bruit

Les sources de bruit pour ce type d'activité sont les véhicules circulant sur le site et les installations techniques. Le site se situant dans une zone industrielle, le bruit peut émaner également des entreprises environnantes.

Une campagne de mesure des niveaux sonores a été effectuée le 27 mars 2010 par la société DEKRA. Les niveaux de bruit mesurés en limite de propriété respectaient les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera réalisée, tous les trois ans, par une personne ou un organisme qualifié.

2.7. Paysage

Le site occupe une superficie de 5 ha. Le contexte paysager dans lequel il s'insère est caractérisé par une zone industrielle et des terrains agricoles.

L'exploitant précise que la conception ainsi que l'aspect des bâtiments industriels respectent les obligations imposées par le règlement du P.L.U. de la commune et que l'extension sera de même coloris que l'existant.

2.8. Sol et sous-sol

L'exploitant indique qu'il n'existe aucun point d'infiltration directe dans le sol lié aux activités et aux installations de l'usine. Tous les stockages de déchets disposent de rétentions.

L'extension sera réalisée sur une dalle en béton et les nouvelles zones de voiries et de parking seront étanches et raccordées aux dispositifs de collecte des eaux pluviales.

2.9. Santé

Une étude de modélisation des effets sur la santé a été réalisée, elle indique que :

- les émissions de gaz de combustion provenant des chaudières et des fours sont réalisées à grande hauteur,
- les émissions de gaz d'échappement provenant des véhicules circulant sur le site et sur les voies environnantes sont ponctuelles et diffuses. Les vitesses sont limitées à l'intérieur du site et la coupure des moteurs pendant les opérations de chargement et de déchargement est obligatoire.

Compte tenu du degré de risque faible, l'étude conclut que les habitations les plus proches se situant à 500 m du site, le trafic et les activités de la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET ne seront pas de nature à générer des rejets ou des risques susceptibles de porter atteinte à la santé des populations environnantes.

2.10. Mesures prises par le pétitionnaire pour préserver l'environnement du site

Eau : réduction des consommations par :

- le nettoyage à sec (brossage et aspiration) des moules utilisés pour les pains et les brioches,
- l'utilisation d'urinoirs à détection,
- l'utilisation de robinets à bouton poussoir.

Air : réduction des sources d'émission à l'atmosphère :

- les chaudières et les fours sont contrôlés 2 fois par an par un organisme compétent,
- coupure des moteurs des camions pendant les opérations de chargement et de déchargement,
- ajout d'un additif dans les réservoirs des camions permettant de réduire les émissions de CO₂,

Déchets : 78 % du poids des déchets est revalorisé ou traités :

- les rebuts de fabrication (pâte crue et cuite) sont compactés et valorisés en alimentation animale,
- les déchets issus du conditionnement des produits sont compactés sur le site et revalorisés,
- les déchets issus du traitement des effluents sont collectés et méthanisés (boues de station) ou traités via biodégradation par des plantes (vidange des égouts et des séparateurs d'hydrocarbures).

Energie : réduction des consommations par :

- la mise en place d'interrupteurs temporisés,
- la mise en place d'éclairage à détection,
- la mise en place de variateurs sur les climatiseurs,
- l'augmentation des températures de refroidissement.

3. PRESENTATION ET ANALYSES DES DANGERS/RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT

3.1. Identification des potentiels de dangers

Dans l'analyse des risques qui a porté sur l'ensemble des installations du site, l'exploitant a identifié les trois scénarios majeurs suivants :

- **Incendie** : au niveau des stockages de produits finis et des emballages, des stockages de liquides inflammables, des chaudières et fours alimentés au gaz naturel,
- **Explosion** : au niveau des chaudières et fours alimentés au gaz naturel, des locaux de charge, des silos de stockage, des installations sous-pression,
- **Déversement accidentel** : au niveau des stockages de carburant, des déchets liquides et produits liquides utilisés pour la maintenance.

Une quantification des effets thermiques a été réalisée en prenant en compte les obstacles et les murs coupe-feu, la modélisation de l'incendie, les effets domino, la représentation des flux thermiques issus des incendies.

Il en résulte que les distances atteintes par les différents flux thermiques sont limitées et ne sortent pas des limites de propriété. Il n'y a donc pas de risque de propagation à des bâtiments extérieurs au site.

3.1.1. Prévention contre les risques naturels

Risque sismique : le département de la SEINE-ET-MARNE est classé en zone de sismicité très faible.

Risque inondation : la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET n'est pas concernée par les risques d'inondations et n'est pas classée en zone inondable.

Risque foudre : en application de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées, une analyse du risque foudre a été réalisée en octobre 2010 par la société TEC FOUDRE. Cette analyse prévoit la mise en conformité de 2 des 3 paratonnerres existants, et la mise en place d'un complément de protection pour le bâtiment de production. L'exploitant sera tenu de réaliser ces mises en conformité avant le 1^{er} juillet 2012.

3.2. Prévention des incendies et explosions

La société BRIOCHE PASQUIER a réalisé un zonage ATEX en 2007. Ces zones sont signalées par un pictogramme réglementaire ATEX.

3.2.1. Défense incendie

La société BRIOCHE PASQUIER est équipée des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- des extincteurs portatifs adaptés aux risques présents,
- 33 RIA (Robinets d'Incendie Armés),
- un système d'extinction automatique à eau (spinklage) alimenté par une réserve de 650 m³,
- deux poteaux incendie privés d'un débit unitaire de 60 m³,
- un bassin de réserve en eau incendie de 360 m³.

Des moyens supplémentaires de défense incendie ont été demandés par le SDIS lors de l'enquête publique, ceux-ci sont listés à l'article 4.3 du présent rapport.

3.2.2. Confinement des eaux incendie

Le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie est actuellement de 360 m³. Lors des travaux d'extension, et afin de pouvoir confiner l'ensemble des eaux incendie sur son site, la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET s'est engagée à mettre en place un bassin de confinement d'un volume total utile de 2400 m³, avec vannes d'isolement.

3.3. Réduction du risque

L'exploitant a présenté dans son dossier les mesures prévues de prévention et de protection permettant de réduire la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux et de limiter les distances d'effets des phénomènes dangereux (aménagement des stockages, murs et portes coupe-feu, désenfumage, vannes d'isolement et dispositifs de lutte contre l'incendie).

4. CONSULTATION ET ENQUÊTE PUBLIQUE

4.1. Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 26 septembre 2011 au 26 octobre 2011.

A cet effet, le dossier a été déposé en mairie du CHATELET EN BRIE. Il a été porté à la connaissance des habitants de la commune du CHATELET EN BRIE.

L'enquête publique a donné lieu à aucune visite et aucune observation du public.

⇒ En conclusion de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur a donné un avis favorable.

4.2. Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal de la commune du CHATELET EN BRIE a, lors de sa délibération du 14 octobre 2011, émis un avis favorable.

4.3. Avis des services consultés

La Direction Départementale des territoires a, dans un courrier du 2 décembre 2011, émis un avis favorable en demandant à la société BRIOCHE PASQUIER CHATELET de :

- joindre au dossier une évaluation d'incidence « natura 2000 » simplifiée,
- modifier des m³/h en m³/j pour le débit de la station, à la page 42, chapitre 4.5.3 de l'étude d'impact.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a, dans un courrier du 4 novembre 2011, émis un avis favorable sous réserve du respect des mesures de prévention et de défense contre l'incendie prévues dans le dossier, amendées des prescriptions suivantes :

1) Assurer aux portions de voies créées, les caractéristiques suivantes :

- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN (avec 90 kN maximum sur un essieu, ceux-ci étant distants de 3.60 mètres,
- résistance au poinçonnement de 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m²,
- rayon inférieur R supérieur ou égal à 11 mètres,
- sur-largeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres),
- hauteur libre supérieure ou égale à 3,50 mètres,
- pente inférieure à 15 %,

(Article R.111-5 du Code de l'urbanisme).

2) Assurer, en toute circonstance, un débit de 420 m³/h en simultané pendant 2 heures. Ce débit est réparti sur 7 points d'eau conformes comme suit :

- 60 m³/h fournis par un hydrant alimenté par le réseau d'adduction d'eau,
- 360 m³/h fournis par deux réserves incendie privées, chacune d'une capacité de 360 m³ et munies de 3 plates-formes d'aspiration de 32 m².

Les bassins de réserve en eaux doivent :

- être accessibles en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers,
- présenter une hauteur géométrique d'aspiration qui dans les conditions les plus défavorables soit inférieure à 6 mètres,
- disposer de 3 plates-formes d'aspiration de 32 m² conformes aux préconisations du SDIS.

3) Transmettre au chef du centre d'incendie et de secours du Châtelet-en-Brie une attestation délivrée par le gestionnaire du réseau ou l'installateur des hydrants et des réserves incendie faisant apparaître :

Pour les hydrants :

- la conformité des hydrants aux normes NFS 62-200, 61-211, 61-213,
- le débit de la pression mesurée individuellement, voire en simultané, sur chaque hydrant qui ne doit pas être inférieurs à 60 m³/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 100,

Pour les réserves incendie privées :

- la conformité de celles-ci avec la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951,
- le volume d'eau des réserves incendie garanti en tous temps,
- le nombre de plates-formes d'aspiration conformes par réserve.

Un exemplaire de ce document doit être transmis à Monsieur le Directeur Départemental des services d'incendie et de secours, Service prévision, 56 avenue de Corbeil, BP 70109, 77001 MELUN Cedex.

L'agence Régionale de Santé a, dans un courrier du 28 octobre 2011, émis un avis favorable sur l'étude des risques sanitaires menée.

La Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi a, dans un courrier du 26 septembre 2011, informé n'avoir pas d'observation à formuler.

4.3.1. Réponses de l'exploitant aux observations formulées par les services

En réponse aux observations formulées par les services, la société BRIOCHE PASQUIER CHATELET a, dans un courrier du 23 décembre 2011, fourni les éléments et les informations suivantes :

Suite aux observations de la DDT :

- une page rectificative des valeurs de débits de la station en m³/j a été établie,
- une évaluation d'incidence « natura 2000 » simplifiée a été fournie.

Suite aux observations du SDIS :

- l'exploitant indique qu'il a bien pris note de l'ensemble des remarques. Celles-ci sont en cours de vérification et seront intégrées lors de la mise en œuvre du projet.

5. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

5.1. Analyse des avis émis et des réponses apportées

- Les avis du Commissaire enquêteur, des services de l'Etat et des communes sont favorables, certains assortis de demandes de compléments d'informations ou d'un rappel des contraintes réglementaires auxquels l'exploitant de la société BRIOCHE PASQUIER CHATELET a répondu dans un courrier du 23 décembre 2011.

5.2. Réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE)

Suite à l'adoption de la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE(DCE) du 23 octobre 2000, le ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau pour les installations classées (RSDE).

La première phase de cette action nationale est présentée dans la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002.

Cette action concerne des substances habituellement peu suivies dans les rejets des établissements industriels. L'objectif de cette première phase était donc principalement d'acquérir une connaissance des rejets de ces substances en vue de les réduire voire de les supprimer. Par arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié, un programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses (PNAR) a d'ailleurs été publié.

Pour l'ensemble de l'Île-de-France, cette campagne de recherche a porté sur 232 établissements industriels dans lesquels 106 substances dangereuses ou groupe de substances ont été analysées dans leurs rejets aqueux entre 2003 et 2007. Les substances recherchées sont notamment celles visées par la directive cadre sur l'eau (DCE) et la directive 76/464/CEE relative à la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Le bilan national de cette première campagne, qui a concerné près de 3000 établissements, a permis de constater que certaines substances dangereuses étaient fréquemment retrouvées dans les rejets aqueux des établissements industriels. Par ailleurs, l'analyse des substances retrouvées par secteur d'activité industrielle a permis de dresser pour chacun de ces secteurs, une liste des substances susceptibles d'être rejetées.

Ceci a conduit le ministère chargé de l'environnement à mettre en place, par la circulaire du 5 janvier 2009, une seconde phase organisant une surveillance des rejets de l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, déclinée par secteur d'activité. Les conclusions de cette surveillance pourront conduire à des actions de réduction, voire de suppression des rejets de substances dangereuses ayant un impact significatif sur le milieu aquatique.

Les objectifs à retenir sont la suppression des rejets à l'horizon 2020 pour les 13 substances dangereuses prioritaires (ou famille de substances prioritaires) et atteinte du bon état chimique et état écologique des masses aux échéances 2015, 2021 et 2027 et à la non-détérioration de l'état de l'ensemble des masses d'eau.

La circulaire du 5 janvier 2009 prévoit de mettre à jour l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau afin de prescrire :

- une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu),
- la remise d'un rapport de synthèse par l'exploitant qui permettra de déterminer, à l'issue de la surveillance initiale, les substances devant faire l'objet d'une surveillance pérenne,
- une surveillance pérenne des substances qui seront jugées comme pertinentes (émission réelle ou impactante pour le milieu) au vu des résultats de la surveillance initiale,
- la réalisation par l'exploitant d'une étude technico-économique accompagnée d'un échéancier de réduction voire de suppression des émissions de certaines substances pertinentes.

La société BRIOCHE PASQUIER CHATELET est concernée par la circulaire du 5 janvier 2009. Elle doit par conséquent mettre en place une surveillance initiale puis pérenne des substances pertinentes de son activité et, le cas échéant, réaliser une étude technico-économique relative à la réduction voire à la suppression des rejets de certaines substances.

5.3. Avis de l'inspection - Caractère acceptable de la demande

Les observations ou recommandations émises lors de l'instruction du dossier ont été prises en compte et font l'objet de prescriptions techniques permettant de limiter les risques et les nuisances engendrées par l'installation sur l'environnement.

Le projet d'arrêté préfectoral impose également à l'exploitant de mettre en œuvre un programme de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE).

De façon globale, le projet présenté dans la mesure où il respecte les prescriptions réglementaires, répond au niveau d'exigence requis dans le cadre de la prévention des pollutions et des risques et apparaît acceptable et en adéquation avec son environnement en respectant le principe de proportionnalité.

Par ailleurs, dans un courrier du 8 février 2012, le Directeur de la société BRIOCHE PASQUIER CHATELET a fait part à la DRIEE Ile-de-France, d'un report d'échéance dans la construction de l'extension, initialement prévue en 2012. L'exploitant indique que ce report d'échéance est dû à un réajustement des priorités industrielles dans un contexte économique compliqué. Le projet de construction de l'extension est donc décalé au début de l'année 2013.

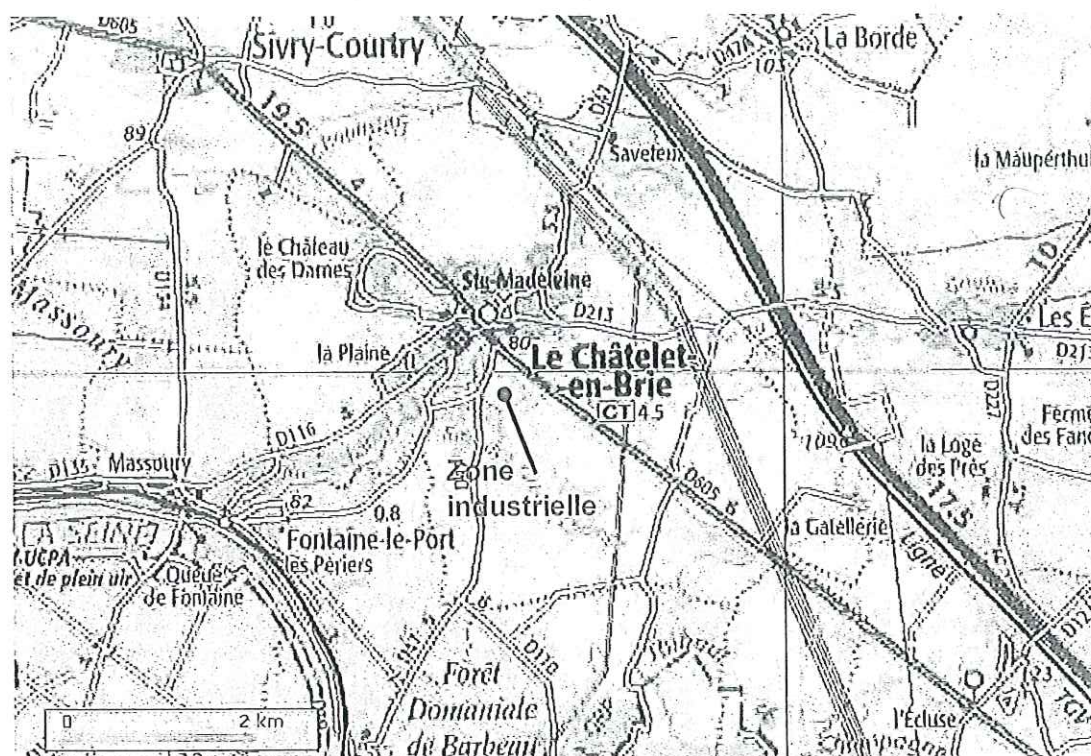
De ce fait, la société BRIOCHE PASQUIER CHATELET devra respecter l'échéancier ci-après pour les études et les travaux restant à réaliser. Cet échéancier est intégré dans le projet d'arrêté préfectoral et il vise notamment à :

- la mise en conformité de 2 des 3 paratonnerres existants et la mise en place d'un complément de protection pour le bâtiment de production (avant le 1^{er} juillet 2012),
- faire procéder aux réparations nécessaires à la remise en conformité de l'hydrant n° 511 (avant le 1^{er} juillet 2012),
- la réalisation du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie (lors des travaux de construction de l'extension),
- la réalisation de 3 plates-formes de pompage et du bassin de réserve en eau (lors des travaux de construction de l'extension).

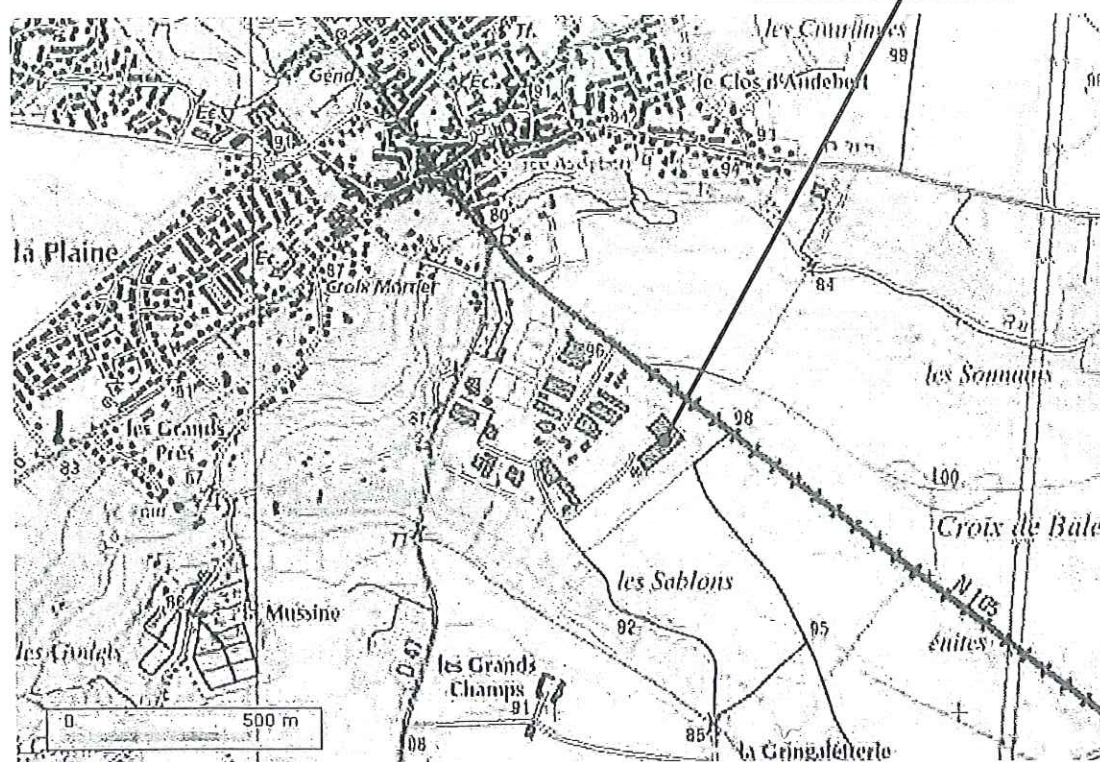
Par conséquent, l'Inspection des installations classées émet un avis favorable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

6. CONCLUSION

Nous proposons donc à M. le Préfet de Seine-et-Marne et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, d'accorder l'autorisation sollicitée.



Société PASQUIER



Extraits de carte IGN (Source Géoportail)

| | | |
|---------------------------|---|-----------------|
| Brioche PASQUIER Châtelet | Dossier de demande d'autorisation d'exploiter | Ref : CD-10-049 |
| 77 – Le Châtelet en Brie | <i>Pièce 4 – Etude d'impact sur l'environnement</i> | Avril 2011 |

